

«Affaire» Boudjedra-Ennahar

Le signal fort de Saïd Bouteflika

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4190 - Dimanche 4 juin 2017 - Prix : 10 DA



Zouaoui Benhamadi, président de l'ARAV

«Il est temps qu'on passe à autre chose»

Page 3

Syndicalistes suspendus à Béjaïa
Marche et sit-in mercredi

Page 24

Véritable accompagnateur des veillées

La chicha : un tabac très prisé durant le ramadhan



Page 2

Dans un bilan de l'ANP pour le mois de mai

Dix terroristes abattus et 4 autres arrêtés

Page 3

Début, aujourd'hui, des épreuves du BEM

L'heure de vérité a sonné pour les 566 000 collégiens



Après les élèves du cycle primaire, c'est au tour de ceux du moyen de passer les épreuves de fin de cycle. L'heure de vérité a sonné pour plus d'un demi-million de candidats qui concourent pour la première année secondaire. Finis donc les préparatifs. Lire page 2

Barrage sécuritaire «El Hadhba» à Birkhadem
Iftar collectif offert par la police

Page 4



Veillées de ramadhan
Le Palais des raïs assure la variété

Page 13

Début, aujourd'hui, des épreuves du BEM

L'heure de vérité a sonné pour les 566 000 collégiens

■ Après les élèves du cycle primaire, c'est au tour de ceux du moyen de passer les épreuves de fin de cycle. L'heure de vérité a sonné pour plus d'un demi-million de candidats qui concourent pour la première année secondaire. Finis donc les préparatifs.

Par Meriem Benchaouia

Les élèves de la quatrième année moyenne subiront, à partir d'aujourd'hui et pendant deux jours, les épreuves du brevet de l'enseignement moyen. Ils sont 566 000 candidats à être concernés. Un événement pour le déroulement duquel le ministère de l'Éducation assure avoir réuni les moyens destinés, notamment, à éviter des fuites de sujets. A cet effet, le ministère de l'Éducation nationale s'est engagé à assurer un bon déroulement des examens, à travers des mesures strictes consistant à permettre aux élèves de passer l'épreuve dans la sérénité et le respect de l'éthique. La ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebril, qui procédera au lancement officiel des épreuves à partir de Mascara pour la session du matin et de Saïda pour celle de l'après-midi, a invité les candidats à se présenter aux centres d'examen au moins une demi-heure avant le début des épreuves (9h00), en prévenant que tout retard privera l'élève de passer l'examen. La ministre avait affirmé que «toutes les mesures étaient prises pour garantir la crédibilité des examens scolaires nationaux, avec la contribution des secteurs concernés et les responsables locaux», précisant que ces mesures prévoient notamment la sécurisation des examens dans le but d'assurer leur crédibilité et de garantir l'égalité des chances entre les élèves. Parmi ces mesures, figurent notamment l'interdiction de l'usage de téléphones mobiles et autres moyens de communication électroniques dans les salles d'examen. Dans le même cadre, la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a mis en place un dispositif de sécurité à l'occasion des examens de fin d'année scolaire 2016/2017, tous paliers confondus, et dont la mise en exécution sera confiée à des brigades de police au niveau des sûretés des 48 wilayas du pays. Ce dispositif repose sur la mobilisation des services de la police pour sécuriser les centres d'examen pour les trois paliers (primaire, moyen et secondaire) dans les régions urbaines à travers l'ensemble du territoire national, et comporte des mesures sécuritaires pragmatiques visant à garantir la fluidité routière et faciliter le trafic au niveau des grands axes menant vers les centres d'examen, outre les équipes de sécurité spécialisées chargées de l'escorte et la sécurisation des sujets et les copies vers les centres de cor-



boré un plan de sécurité spécial pour ces examens en mobilisant les moyens humains et matériels pour le bon déroulement des épreuves. Les centres d'impression des sujets des épreuves seront ainsi sécurisés et les brigades de la sécurité routière de la Gendarmerie nationale renforcées au niveau des différentes routes nationales, communales et de wilaya, particulièrement celles débouchant sur les zones urbaines avant et pendant le déroulement des examens. La Protection civile est également mobilisée pour la circonstance avec ses services techniques de prévention qui ont effectué des visites au niveau de l'ensemble des établissements scolaires désignés pour accueillir les examens afin de veiller à la conformité des normes de sécurité et garantir la protection des utilisateurs. Pour ce faire, un dispositif spécial composé de 38 697 agents d'intervention, appuyés par 1 914 ambulances et 1 092 engins d'incendie, a été déployé pour répondre aux préoccupations liées à la sécurité des élèves et du personnel d'encadrement. Il est à rappeler que le taux de réussite à l'examen du BEM au niveau national l'année dernière était de 54,42% parmi les 559 926 candidats.

M. B.

rection. Le DGSN invite, à cet égard, les usagers de la route à éviter le stationnement anarchique devant les centres d'exa-

men, en vue de permettre aux candidats de s'y rendre aisément, rappelant aux citoyens l'existence du numéro vert 1548

et le 17 pour le signalement de tout imprévu ou pour prêter aide. Il en est de même pour la Gendarmerie nationale qui a éla-

Véritable accompagnateur des veillées

La chicha : un tabac très prisé durant le ramadhan

Si la consommation du narguilé passionne tant les jeunes d'ordinaire, lors du mois sacré, ce tabac, pourtant plus nocif qu'on le croit, est non seulement très prisé, mais aussi, est devenu un réel phénomène de mode dans les grandes villes du pays. A Alger, Oran, Tlemcen, Annaba, Constantine, etc., il n'y a pas parmi ces grandes villes, une cafétéria où l'on rentre sans qu'on nous propose la chicha ou le narguilé. Les prix tournent autour de 400 à 1 000 DA la consommation, cela dépend d'un établissement à un autre. Ce tabac, à l'origine oriental, a fait durant les premiers jours du mois de ramadhan, une apparition très remarquable dans plusieurs salons de thé. Véritable accompagnateur des veillées pendant le mois sacré, le narguilé attire de plus en plus d'adeptes. Aspirer une fumée aromatisée obtenue grâce au tabac de chicha mélangé à de l'eau bouillonnante, le tout sous l'effet d'un charbon, est certes plus tendance pour ces jeunes. Beaucoup friment à l'idée de prendre le narguilé, un signe d'affirmation chez les adolescents. Il y a des fumeurs de chi-

cha dont une majorité ne consomme pas régulièrement des cigarettes et n'envisagent pas d'arrêter sa prise. «L'habitude et on y prend goût chaque jour en plus il y a une ambiance à part, on fait même des paris entre potes, genre qui va fumer le plus sans tousser», a confié Qualid, la vingtaine, rencontré à Zéralda. C'est dire que ces derniers temps, le narguilé profite d'un effet de mode parmi les jeunes et se répand de manière inquiétante. Avant la chicha était réservée à des adultes d'un certain âge et appartenant à un rang social aisé. Un tabac de luxe que l'on ne retrouve généralement que dans les kheïmas et soirées branchées. De nos jours l'utilisation du narguilé s'est démocratisée à vive allure. Elargie de la sphère habituelle des restaurants et cafés, la chicha est proposée partout dans les lieux publics de détente. Terrasses, plages, ou même parfois les baraques à thé confectionnées à l'occasion, tous se sont mis à ce marché lucratif. «Durant ces soirées du mois sacré, il est devenu plus que normal de voir des clients fumer la

chicha tranquillement et avec un plaisir intense», a fait savoir Ahmed, patron d'un restaurant turc à Oran. Des usages qui se normalisent aux yeux de la société et devenus donc très acceptables au niveau des mœurs. Ainsi, si la consommation du narguilé passionne tant les jeunes d'ordinaire, lors du mois sacré, ce tabac pourtant plus nocif qu'on le croit, est non seulement très prisé, mais aussi est devenu un réel phénomène de mode dans les grandes villes du pays. Pourtant, d'après certains experts, cette substance s'avère être mille fois plus dangereuse pour la santé que la consommation de cigarettes. Un fait que la plupart des utilisateurs ignorent. A ce propos, pour plus de précisions quant à la nuisance sur le corps, nous nous sommes entretenus avec M. Abidat, expert consultant international, chargé de la prévention de proximité.

30% de risque de cancer dans la consommation de chicha, selon M. Abidat

«La chicha fait des ravages en

ce moment, elle est à la mode, notamment avec le mois de ramadhan. Ce tabac est très nuisible, il y a un danger permanent qu'on la prend et les gens l'ignorent, nous lançons un appel pour que les citoyens se renseignent davantage sur ce qu'ils consomment. Aujourd'hui d'anciennes maladies reviennent même la tuberculose», a affirmé M. Abidat. Expliquant dans le détail comment la chicha peut être la cause de diverses pathologies, ce dernier a ajouté : «Imaginez qu'à chaque fois que vous rentrez dans un café le soir on vous propose le narguilé, sachez qu'avant vous il y a eu des centaines de clients, à votre avis combien de bouches sont passées par ce tuyau. On compterait même des clubs de chicha malgré l'interdiction par la loi qui est claire. En plus, une bouffée équivaut à 10 cigarettes, sans compter le charbon et l'eau qui partent dans les poumons», a-t-il expliqué. Pour finir, cet expert dans la prévention contre le tabac, a noté que la consommation de chicha entraînerait à long terme 30% de risque de cancer.

Yacine Djadel

«Affaire» Boudjedra-Ennahar

Le signal fort de Saïd Bouteflika

■ Hier en fin de matinée, à la rue Didouche Mourad, un rassemblement regroupant plusieurs dizaines de personnes, notamment des intellectuels et des journalistes, s'est tenu à proximité du siège de l'ARAV, Autorité de régulation de l'audiovisuel que dirige Zouaoui Benhamadi.

Par Nadjib Stambouli

L'objet du regroupement était de dénoncer avec force les dérives de la chaîne Ennahar TV, la goutte ayant fait déborder le vase étant sans conteste l'émission caméra cachée consacrée au grand écrivain Rachid Boudjedra. Bien que se voulant discrète, une présence dans ce rassemblement a été particulièrement remarquée, attirant tous les photographes et les journalistes qui ont tenté, mais en vain, de lui soutirer une déclaration, sa présence sur les lieux étant en soi suffisante. Il s'agit de Saïd Bouteflika, frère et conseiller du président de la République venu exprimer sa solidarité avec Boudjedra, victime de l'odieuse machination sous couvert d'une émission censée faire rire alors qu'elle n'a suscité que révolte et indignation unanimes.

Cette présence de Saïd Bouteflika aux côtés de Boudjedra est à appréhender sous son véritable jour, celle du soutien inconditionnel des pouvoirs publics aux intellectuels de ce pays, placés dans la mire du rejet, voire pire, par des chaînes de télévision comme celle d'Ennahar, et pas seulement celle-ci. Sous prétexte de fantaisie, les artistes et intellectuels



sont en effet régulièrement ridiculisés par ces chaînes, les vouant à la haine de l'opinion publique, déjà déformée par ces mêmes télévisions. L'influence néfaste de ces télévisions, qui n'usurpent pas leur surnom de télévisions poubelles, n'est en effet plus à démontrer sur les mentalités du grand public, déjà conditionné par un environnement obscurantiste et réfractaire aux idées rationnelles et modernistes. Ce rassemblement est une preuve que l'élite de ce pays ne compte pas se laisser faire en se faisant écraser

et marginaliser par les médiocres qui règnent en maîtres sur nombre de médias audiovisuels, souillant l'idéalisme de leur vocation distractive et éducative. Dans la même grille de lecture de la présence de Saïd Bouteflika, on peut conclure qu'il se positionne également dans un ferme rejet de toutes les dérives et les nombreux dérapages constatés dans les grilles télévisées, quel que soit leur statut juridique, public ou privé. Rappelons que dans cette pseudo caméra cachée, sous le



sceau de menaces d'un goût plus que douteux, Boudjedra, dont on oublie souvent l'âge et la qualité de moudjahid, a été mis en demeure de décliner ses convictions de foi et qu'à la fin, l'auteur a piqué une grosse colère contre les animateurs de l'émission et contre les tenanciers de cette chaîne. Le regroupement d'hier se veut un cinglant démenti à une idée qui commence à faire florès, évoquant un ensemble d'intellectuels divisés et ayant abdicqué devant leur devoir de résistance

à la médiocratie agissante et à l'amplification de la culture de la haine et de la violence par ces chaînes télévisées. La présence du conseiller spécial du président de la République, par delà la dimension solidaire à Boudjedra et dénonciatrice des outrances multiformes décelées dans les chaînes télévisées, est perçue à juste titre, sous le sceau du réconfort, comme un signe de soutien moral adressé par les autorités publiques aux intellectuels et créateurs artistiques algériens.

N. S.

Zouaoui Benhamadi, président de l'ARAV

«Il est temps qu'on passe à autre chose»

Le président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), Zouaoui Benhamadi, a appelé à la nécessité de «parachever l'aspect disciplinaire et réglementaire» du champ audiovisuel pour en assurer la bonne organisation afin d'éviter «des dépassements» constatés notamment

durant le mois sacré du ramadan. «Nous avons agi jusqu'à maintenant de manière pédagogique, mais il est temps qu'on passe à autre chose pour parachever l'aspect disciplinaire et réglementaire» de l'organisation du secteur audiovisuel, a indiqué samedi M. Benhamadi dans une

déclaration à l'APS. Il a estimé qu'avec l'application rigoureuse de la réglementation «on peut aller vite dans la régularisation des chaînes privées (qui sont de droit étranger), après, bien sûr, leur mise en conformité avec le cahier des charges». «Avec un nouveau gouvernement et un nouveau

ministre de la Communication, on va avancer sérieusement sur le dossier de la réglementation du champ audiovisuel», a-t-il dit. M. Benhamadi a pointé du doigt des émissions, notamment les caméras cachées, qui sous couvert de divertissement, montrent des séquences dont «la brutalité et la vulgarité» sont une «insulte à la dignité humaine». Selon lui, c'est aux «personnes mal représentées, de se plaindre et de faire pression sur ces chaînes en ayant recours à la justice», soulignant que l'ARAV pouvait intervenir notamment quand elle constate un «dépasse-

ment grave», touchant notamment aux symboles de l'Etat. «Nous sommes abasourdis par tant de légèreté dans certains programmes», a-t-il regretté avant d'appeler à la nécessité d'«entreprendre une réflexion pour la construction du paysage audiovisuel national». Le président de l'ARAV a relevé que ces chaînes privées existaient sans cahier des charges précis propres à elles, tout en estimant que celles-ci sont un «élément valorisant» dans le champ audiovisuel national et qu'il «ne convient pas de les supprimer ou de les stigmatiser». Ines

Dans un bilan de l'ANP pour le mois de mai

Dix terroristes abattus et 4 autres arrêtés

Dix terroristes ont été abattus, 4 autres ont été arrêtés alors qu'un terroriste s'est rendu durant le mois de mai, selon un bilan des activités de l'Armée nationale populaire (ANP) en matière de lutte contre le terrorisme et la sécurisation des frontières. Avec l'attaque mercredi dernier d'une patrouille de la Gendarmerie nationale qui a été la cible de terroristes, dans la zone de Oued Djemâa, commune de Larbaâ, wilaya de Blida, la vigilance demeure plus que jamais de mise et pour laquelle «les mesures sécuritaires nécessaires ont été prises par les forces de l'Armée nationale populaire» ainsi que l'ensemble des corps de sécurité confondus. C'est ainsi que dans sa mission de lutte contre le terrorisme, l'Armée nationale populaire (ANP), dans un bilan de ses activités pour le mois de mai dernier, fait part de dix terroristes abattus, l'arrestation de 4 autres ainsi que la reddition d'un terroriste. En outre, les opérations de l'ANP ont permis également l'arrestation de 3 éléments de soutien aux groupes terroristes, la découverte et la destruction de 35 abris pour terroristes. Une importante quantité d'armes et de munitions a été aussi saisie. Par ailleurs, les éléments de l'ANP, dans

leurs différentes opérations, ont mis la main sur un quintal de produits destinés à la fabrication d'explosifs. A ce propos, 26 bombes de confection artisanale et une importante quantité de munitions ont été également récupérées.

S'agissant de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, les éléments de l'ANP ont effectué un véritable coup de filet avec l'arrestation de 42 narcotrafiquants et la saisie 66 quintaux de kif traité, 33 173 comprimés psychotropes et 150 grammes de cocaïne. De plus, pas moins de 145 contrebandiers ont été mis hors d'état de nuire, alors que 45 634 litres de carburant, 112,91 tonnes de denrées alimentaires, 62 générateurs électriques, 44 marteaux-piqueurs, 9 appareils de détection de métaux et 80,8 quintaux de tabac et 58 véhicules de différentes catégories, ont été confisqués.

Pour ce qui de l'immigration clandestine, les détachements de l'ANP, outre d'avoir sauvé 11 immigrants clandestins au large de la mer, ont arrêté 671 personnes présentes clandestinement sur le sol national.

Lynda N.

Le programme de la caméra cachée d'Ennahar TV arrêté de diffusion

Le programme de la caméra cachée de la chaîne de télévision privée Ennahar TV a été arrêté de diffusion définitivement, suite à la polémique suscitée et l'élan de solidarité notamment des hommes de lettres, après le mauvais traitement infligé à l'écrivain Rachid Boudjedra, a annoncé samedi le directeur de cette chaîne de télévision. «Nous avons décidé définitivement d'arrêter la diffusion du programme Rana Hkennak (caméra cachée)», a écrit le directeur de la chaîne de télévision privée, Annis Rahmani, sur son compte Twitter. Rachid Boudjedra a indiqué, lors du rassemblement de solidarité organisé en sa faveur, qu'il était «en état de choc» devant «l'atteinte portée» à sa personne en subissant la caméra cachée «Rana Hkennak», diffusée sur la chaîne privée Ennahar TV. Des hommes du monde de la culture et de l'art, des journalistes et des académiciens ont organisé samedi un rassemblement devant le siège de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) pour dénoncer les dépassements enregistrés dans les émissions de la chaîne Ennahar TV durant le mois sacré du ramadan.

K. L.

Grande mosquée d'Alger

Youcef Chorfa insiste sur le respect des délais de livraison

■ Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Youcef Chorfa, a effectué samedi une visite d'inspection de la Grande mosquée d'Alger, au cours de laquelle il a exhorté les responsables chargés de la réalisation du projet à respecter les délais de réception de la salle de prière, du minaret et de l'esplanade, dans une première étape, tout en exigeant la qualité des travaux.

Par Halim N.

Le ministre a ainsi appelé le maître d'œuvre chinois à respecter scrupuleusement ses engagements quant aux délais de la réception partielle et finale de cette mosquée, la troisième plus grande au monde après celles des deux Lieux Saints de l'Islam. A ce propos, M. Chorfa a insisté pour que la salle de prière, le minaret et l'esplanade de cette mosquée devraient être livrés en cours de l'année 2017 et avant même décembre prochain. Ce projet «constitue un défi pour nous en tant que tutelle et pour toute autre partie prenante du projet. Ce défi doit être relevé dans les meilleurs délais. Nous avons exhorté les responsables (de réalisation) du site à livrer la salle de prière, le minaret et l'esplanade au cours de l'année 2017. Nous prévoyons la réception du projet (dans sa totalité) durant l'année 2018», a-t-il déclaré à la presse à l'issue de cette visite. A la question de savoir si



le financement alloué au projet est suffisant, le ministre a rassuré que toute échéance financière exprimée par le maître d'œuvre (rencontres hebdomadaires ou mensuelles) afin d'évaluer régulièrement l'avancement des travaux et même de tracer des feuilles de route pour les pro-

chaines étapes du projet. Pour rappel, les gros-œuvres de la Grande mosquée d'Alger ont été achevés à plus de 90%, tandis que les travaux d'aménagement intérieur ont été entamés récemment au niveau de la salle de prière, de l'esplanade et du

minaret (travaux de plâtrerie et de revêtement des sols et des murs en marbre, carrelage de la salle de prière...). Lancé en début 2012, ce projet a été confié à l'entreprise publique chinoise «CSCEC». En plus de la salle de prière d'une capacité d'accueil de 120 000 fidèles, la Grande mosquée d'Alger comprendra une esplanade, une bibliothèque, un centre culturel, une maison du Coran, ainsi que des jardins, un parking, des blocs administratifs et des postes de protection civile et de sûreté. Outre des commerces et des établissements de restauration, elle sera également dotée d'un musée d'arts et d'histoire islamiques ainsi que d'un centre d'études sur l'histoire de l'Algérie. Dans la partie sud du site, il est prévu un centre culturel composé d'une grande bibliothèque, de salles de cinéma et de conférences pouvant accueillir jusqu'à 1 500 personnes.

H. N./APS

Barrage sécuritaire «El Hadhba» à Birkhadem

Iftar collectif offert par la police

Les services de la sûreté de la Wilaya d'Alger (SWA) ont organisé vendredi un Iftar collectif au niveau du barrage sécuritaire «El Hadhba» à Birkhadem (Alger), une initiative visant à sensibiliser les usagers de la route au respect du code de la route

Accidents de la circulation
**13 morts
et 32 blessés
en 48 heures**

TREIZE personnes sont décédées et 32 autres ont été blessées dans 13 accidents de la circulation routière survenus durant la période du 1 au 3 juin en cours, à travers le territoire national, selon un bilan établi samedi par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré à la Wilaya de Relizane avec 3 personnes décédées suite à la percussive d'un véhicule léger par un train de transport de voyageurs dans un passage à niveau non gardé à la rentrée ouest de la commune d'El Matmar. Par ailleurs, les services de la protection civile ont repêché le corps d'une personne décédée noyée en mer, au lieu dit Ain Berber dans la commune de Seraidi (Annaba). L O

pour réduire le nombre d'accidents durant le mois sacré, a-t-on appris du chargé de communication de ce corps sécuritaire. Dans ce sens, le commissaire principal, Rabah Zouaoui a indiqué que cette initiative s'inscrivait dans le cadre des campagnes de sensibilisation visant à «réduire le nombre d'accidents durant le mois de ramadhan, notamment au cours des minutes précédant l'Iftar». Organisée chaque vendredi de ce mois sacré et à travers l'ensemble du territoire national (entrées et sorties des villes), l'opération entend «moraleiser les comportements» des usagers avant l'Iftar pour contenir le phénomène des accidents de la route, a-t-il ajouté. Les services de la sûreté de wilaya organisent au cours du mois sacré des Iftar collectifs au profit des usagers de l'autoroute Est-Ouest (plus de 100 plats), et ce sur trois points au niveau des entrées et sorties de la capitale, à savoir El Harrach, Birkhadem et Rouiba, relève le même responsable. Organisé sous le thème «Un ramadhan sans accidents», cet Iftar collectif est offert avec le concours des Scouts musulmans et s'inscrit dans le cadre des efforts de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) visant à lutter contre les accidents de la route. Les services de la DGSN œuvrent à sensibiliser les citoyens aux consé-

quences désastreuses induites par le comportement de certains usagers de la route quelques minutes seulement avant l'Iftar, a-t-il ajouté, relevant que l'objectif est d'«asseoir une culture routière saine» chez les citoyens. Les résultats positifs enregistrés en la matière sont le fruit des mesures strictes et proactives prises par les services de la Sûreté nationale pour lutter contre ce phénomène qui prend des proportions alarmantes durant le mois sacré du ramadhan, a ajouté Rabah Zouaoui. Le même responsable a appelé les citoyens à respecter les règles de la sécurité routière et prendre conscience que le code de la route est «une série de règles régissant nos relations et comportements au sein de la société dans le but de réaliser une gouvernance sécuritaire réussie». Il a exhorté les usagers de la route à éviter la conduite en cas de fatigue ou somnolence, à respecter la vitesse autorisée et à bannir les manœuvres et dépassements dangereux. L'opération a été chaleureusement accueillie par les usagers de la route et les familles qui se sont félicités des efforts déployés par les services de la Sûreté nationale.

Chaleur et ambiance algériennes lors d'un Iftar à Moscou

Le temps d'un Iftar de ramad-

han, des étudiants algériens de différentes facultés de Moscou se sont retrempés dans l'ambiance des soirées de ce mois sacré, à l'occasion d'un dîner de rupture du jeûne organisé vendredi, dans l'enceinte de l'université de l'Amitié des peuples «Patrice-Lumumba».

Marquant le 7^e jour du ramadhan, cette rencontre a été «chaleureuse et conviviale» de l'avis de l'ensemble des hôtes de la soirée qui ont savouré, dans une atmosphère détendue et familiale, le repas concocté à l'occasion. Munis de leurs smartphones, certains se faisaient un plaisir de prendre des photos alors que d'autres postaient en Live des vidéos sur leur page Facebook.

Les étudiants ont grandement apprécié ce rendez-vous au cours duquel ils ont pu rencontrer et faire la connaissance de quelques-uns de leurs compatriotes établis à Moscou. Ils ont également apprécié la présence à leurs côtés, de deux représentants de l'ambassade d'Algérie à Moscou qui ont tenu à partager le f'tour avec ces étudiants et être, le cas échéant, à l'écoute de leurs doléances.

L'organisateur de la soirée, Salem Ammor, est un Algérien établi à Moscou, qui assiste ses compatriotes venant étudier en Russie, en leur facilitant l'installation dans le pays de Pouchkine.

«C'est devenu une tradition pour nous d'organiser ce genre de soirées pour réunir nos compatriotes», a-t-il dit à l'APS, «Cela procure une joie indescriptible chez eux, car leur permettant de sortir de la routine et de mieux appréhender la période des examens actuels». La soirée terminée, la joie se lisait sur tous les visages. Les convives quittent alors le restaurant, pour être «accueillis» à l'extérieur par un froid glacial (+4 degrés) en ce mois de juin. Toutefois, ils se disent «habités maintenant» à la vie moscovite où la saison de l'hiver ne semble pas vouloir se terminer. Une centaine d'Algériens étudiant, dans différentes spécialités, dans les universités de Moscou, sans compter ceux qui sont dans les autres villes de Russie, à Saint-Petersbourg, Krasnodar, Kazan, etc. L'Université de l'Amitié des peuples «Patrice Lumumba», où a eu lieu la soirée, réunit près de 8 000 étudiants de 152 nationalités. Elle dispose de dix facultés principales (droit, économie, sciences physiques et mathématiques, lettres, sciences humaines et sociales, génie, médecine, agriculture, écologie), outre trois facultés de formation continue spécialisée, trois unités communales de formation universitaire, 7 instituts, 33 centres d'études et de recherches et 150 laboratoires. Ghani Y.

Commerce

Près de 2 milliards de DA de transactions sans factures

■ Près de deux milliards de DA de transactions commerciales sans factures ont été décelées du 17 au 26 mai dernier par les services de contrôle du ministère du Commerce, alors que des marchandises d'une valeur de plus de 314 millions de DA ont été saisies durant la même période, a indiqué, hier, un bilan de ce ministère.



Par Salem K.

Selon le bilan des actions de contrôle menées sur les dix jours ayant précédé le ramadhan, 40 691 interventions ont été effectuées ayant permis l'enregistrement de 6 693 infractions, l'établissement de 6 282 procès-verbaux et la fermeture de 398 locaux commerciaux. Par domaine d'intervention, le contrôle en matière des pratiques commerciales, 20 890 interventions ont été opérées ayant permis de constater 4 055 infractions sanctionnées par l'établissement de 3 785 procès-verbaux et la proposition de fermeture de 285 commerces. Ces interventions ont ainsi permis la mise au jour

de transactions commerciales sans factures pour un montant global de 1,993 milliard de DA et la saisie de marchandises pour une valeur de 301,64 millions de DA. Quant à la nature de ces infractions constatées, elles portent sur le défaut de publicité des prix (1 638 infractions), le défaut de facturation (510), l'opposition au contrôle (320), le défaut de registre du commerce (239), la pratique de prix illicites (137) et le défaut de modification du registre du commerce (44). En matière de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes les services habilités ont mené 19 801 interventions orientées vers les différentes sphères d'approvisionnement ayant permis la constatation de 2 638 infrac-

tions, l'établissement de 2 487 procès-verbaux et la fermeture de 113 locaux commerciaux. Les interventions ont également donné lieu à la saisie de marchandises non conformes ou impropres à la consommation d'une quantité de 57,7 tonnes pour une valeur de 13,24 millions de DA dont une quantité de 18,55 tonnes d'une valeur de 3,04 millions de DA a été orientée vers les centres d'intérêt collectif. Les principales infractions, dans ce domaine de contrôle, sont liées au défaut d'hygiène et de salubrité (1 108 infractions), à la détention et mise en vente de produits impropres à la consommation (351), au non-respect de la température de conservation (270), au défaut d'étiquetage

(212), à l'absence d'autocontrôle (157) et à la détention et mise en vente de produits non conformes (128). Il est constaté que ce bilan global est en nette augmentation par rapport à celui enregistré une semaine auparavant (7 au 13 mai) durant laquelle les 17 746 interventions menées par les mêmes services avaient permis d'enregistrer 1 956 infractions, l'établissement de 1 716 procès-verbaux et la fermeture de 93 locaux commerciaux, tandis que le chiffre d'affaires de transactions commerciales sans factures avait atteint 126,1 millions de DA et des marchandises saisies, pour différentes infractions, ayant dépassé les 30 millions de DA.

S. K./APS

Pétrole

L'accord Opep-non Opep plombé par la production américaine

L'accord de réduction de pétrole conclu entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et des pays producteurs non-membres de l'Organisation emmenés par la Russie pourrait n'avoir aucun effet au vu de la hausse à venir de la production en provenance des Etats-Unis, a déclaré vendredi Igor Setchine, P-DG de l'entreprise pétrolière russe Rosneft. Le 25 mai, l'Opep et ses partenaires ont annoncé la prolongation de neuf mois, jusqu'à fin mars 2018, de l'accord de réduction de production entré en vigueur le 1^{er} janvier, qui porte sur 1,8 million de barils par jour (bj), soit 2% environ de la production mondiale. Mais, depuis la prolongation de cet accord, les cours du pétrole ont plutôt suivi une tendance à la baisse en raison justement des interrogations des intervenants de marché au sujet de son impact sur les prix et sur les stocks. Vendredi, le WTI et le Brent reculant de quelque 2,6%, évoluant à

nouveau tous deux sous la barre des 50 dollars, les acteurs de marché craignant que la décision du président américain Donald Trump de sortir les Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat n'entraîne encore plus de forages dans le pays. Igor Setchine, un proche allié du président russe Vladimir Poutine, s'est longtemps dit opposé à ce que la Russie s'associe à l'Opep dans l'effort de réduction de la production mais a fini par se plier à contre-cœur à la volonté de Moscou d'agir de concert avec l'Organisation. Mais il est revenu à la charge en disant que les pays producteurs perdaient des parts au marché au détriment d'entreprises américaines, les Etats-Unis n'ayant pas signé l'accord de réduction de la production. Igor Setchine a ajouté que cet accord n'offrirait de toute manière qu'un répit temporaire. «Il ne s'agit guère de mesures systémiques», a-t-il dit à l'occasion du forum économique internatio-

nal de Saint-Petersbourg auquel assistent nombre de dirigeants et de responsables du secteur pétrolier, dont le ministre de l'Energie saoudien Khalid al-Falih. Selon le P-DG de Rosneft, les entreprises américaines pourraient faire augmenter la production mondiale de brut de jusqu'à 1,5 million de bpsj l'année prochaine. Selon des données publiées dans la journée par le ministère de l'Energie russe, la production du pays est revenue en mai à 10,947 millions de barils, contre 11 millions en avril, du fait du respect par Moscou de l'accord de réduction de la production. C'est la première fois depuis août 2016 que la production russe repasse sous la barre des 11 millions. Dans le cadre de l'accord avec l'Opep, la Russie s'est engagée à réduire sa production de 300 000 barils par rapport à un niveau de référence, d'octobre 2016, de 11,247 millions.

Safia T./Agences

Bourse Wall Street signe de nouveaux records, voyant l'emploi à l'aune de la Fed

WALL STREET a signé de nouveaux records vendredi, jugeant des chiffres de l'emploi américain moins bons que prévu à l'aune de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) : le Dow Jones a pris 0,29% et le Nasdaq 0,94%. Les trois principaux indices de la Bourse de New York ont terminé comme la veille à des sommets en clôture. Selon les résultats définitifs, l'indice vedette Dow Jones Industrial Average a gagné 62,11 points à 21 206,29 points et le Nasdaq, à dominante technologique, 58,97 points à 6 305,80 points. L'indice élargi S&P 500 a progressé de 9,01 points, soit 0,37%, à 2 439,07 dollars. «Ni trop chaud ni trop froid, c'est exactement ce que veut le marché», a commenté Gregorio Volokhine, de Meeschaert Financial Services, au sujet des chiffres de l'emploi aux Etats-Unis. L'économie américaine a créé 138 000 emplois en mai alors que les analystes en attendaient 185 000, mais le taux de chômage a reculé d'un dixième de point pour tomber à 4,3%, son plus faible niveau depuis 2001. Le salaire horaire moyen a stagné, ne prenant que 4 cents à 26,22 dollars. Autre indicateur décevant vendredi, le déficit commercial des Etats-Unis a augmenté plus fortement que prévu en avril, du fait d'une hausse des importations. «Le principal enseignement de ces chiffres, c'est que cela va créer un frein pour la croissance du PIB au deuxième trimestre puisque le déficit commercial d'avril est supérieur à la moyenne du premier trimestre», a indiqué dans une note Patrick O'Hare, de Briefing. «Le marché commence à remettre en cause un peu le plan de la Fed qui est de deux hausses des taux d'ici la fin de l'année et de commencer à diminuer son bilan», a continué M. Volokhine, faisant référence au volume d'actifs achetés par la banque centrale après la crise financière pour soutenir la reprise. En plus d'un espoir de voir la politique accommodante de la Fed se prolonger un peu, la Bourse de New York regardait d'un bon œil la baisse des rendements obligataires, susceptible de soutenir in fine la consommation, et un dollar au plus bas depuis novembre, favorable aux exportations. Le marché obligataire montait fortement. Vers 20h20 GMT, le rendement des bons du Trésor à 10 ans baissait à 2,154%, contre 2,214% jeudi soir, et celui des bons à 30 ans à 2,804% contre 2,867% la veille.

R. E.

Souk Ahras

Approvisionnement régulier des marchés et disponibilité des denrées

■ Les premiers jours du ramadhan ont connu à Souk Ahras un approvisionnement régulier des marchés et une disponibilité des denrées de large consommation avec une relative stabilité des prix, ont assuré nombre de citoyens.



Par Lydia O.

Sur les marchés de Souk Ahras comme à Sedrata et M'daourouch, les mar-

chés se sont particulièrement animés en ces premiers jours du mois sacré mais la disponibilité à profusion des légumes et fruits de large consommation dont les récoltes ont coïncidé cette année

avec le ramadhan a contribué à la stabilité des prix à quoi il faut ajouter une certaine évolution «rationnelle» des comportements des consommateurs, a estimé Mahmoud Guelmami,

employé d'une entreprise publique. Une absence totale de files d'attente et des bousculades caractérise ainsi le marché «Abderahmane Ouarti», celui «El Atik» et tous les marchés de proximité où les citoyens parfois accompagnés de leurs épouses font leurs emplettes dans «une atmosphère très détendue».

Retraité, Amar Djabourabi approché au marché du centre-ville s'est dit «agréablement surpris» cette année par le niveau raisonnable des prix de ces premiers jours du ramadhan avec, en effet, une moyenne allant de 40 à 60 DA pour la pomme de terre, la tomate, l'oignon, la courgette et le piment. Si le prix du poulet avec 260 DA le kilogramme reste abordable, ceux des viandes rouges demeurent plutôt élevés avec des moyennes allant de 1 200 à 1 400 DA le kilogramme.

Toutefois, Djabourabi a regretté la tension qui persiste sur le lait en sachet qui «continue de se faire rare». Pour sa part, le chargé de communication à la direction du commerce, Hafidh Khadraoui, a fait état de mobilisation de plusieurs brigades de contrôle des activités commer-

ciales durant ce ramadhan. Le même cadre a constaté l'absence de toute pénurie et une stabilité des prix conséquente à la large disponibilité des divers légumes et fruits.

Une campagne de sensibilisation a été organisée par cette direction appelant les consommateurs à acheter leurs besoins au jour le jour et éviter la constitution de provisions sources parfois de pénurie.

La même direction a lancé en coordination avec la chambre de commerce et d'industrie, CCI-Medjerda, les associations de protection du consommateur et du bénévolat, et les Scouts musulmans algériens, une campagne contre la dilapidation du pain.

L. O./APS

Oran Renforcement du contrôle sur 56 entreprises de stockage de viandes

L'INSPECTION VÉTÉRINAIRE de la direction des services agricoles d'Oran a renforcé le dispositif de contrôle au niveau de 56 entreprises de froid et de stockage de produits animaux ou d'origine animale, à l'occasion du mois du ramadhan, a-t-on appris de cette inspection. Cette mesure vise à protéger la santé du consommateur pour éviter toute intoxication alimentaire causée par un aliment ne répondant pas aux normes d'hygiène et non conservé, a-t-on souligné à l'inspection vétérinaire principale. La quantité des viandes existant au niveau de ces entreprises homologuées par l'inspection vétérinaire est estimée, une semaine avant le mois du ramadhan à 63 tonnes de viandes bovines, 2.189 kg de viandes ovines, a indiqué l'inspectrice Nabila Bencheikh notant que ces viandes surgelées sont importées du Brésil, d'Inde, d'Espagne et de France. Dans ce cadre, l'inspection vétérinaire effectuée en collaboration avec des agents du commerce, des patrouilles au niveau des abattoirs répartis à travers la wilaya d'Oran, dont 10 entreprises de viandes rouges et 27 autres de viandes blanches. Par ailleurs, le dispositif de contrôle cible les boucheries, les locaux de vente de poissons par des vétérinaires des bureaux d'hygiène communales et de subdivisions agricoles répartis à travers les dairas et des agents de la direction du commerce.

R.R.

Ouargla / Promotion de l'investissement

Plus de 1 000 projets analysés depuis 2011

Au moins 1 054 projets d'investissement ont été analysés depuis 2011 dans la wilaya d'Ouargla, à la faveur de la dynamique qu'a connue l'investissement avec la promulgation de la loi 11-11 du 18 juin 2011, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'Industrie et des Mines (DIM). Cette dynamique s'est aussi traduite par le dépôt d'un grand nombre de dossiers d'investissement au niveau des services de la DIM, a assuré le directeur de wilaya du secteur, Abdelaziz Harrouz. Le même responsable a fait état de la concrétisation de 205 projets, versés dans différents créneaux, dont l'agro-alimentaire, le bâtiment et les travaux publics et le tourisme,

et de l'entrée en service de 25 autres ayant permis de générer, à fin 2016, plus de 1 200 emplois. Néanmoins, près de 300 opérations d'investissement, localisées au niveau des zones d'activités des communes d'Ain El-Beida, dans la périphérie d'Ouargla, et de Nezla, dans le Grand Touggourt, accusent un retard dans la réalisation du fait de certaines contraintes, notamment l'établissement du permis de lotissement, a-t-il déploré. L'opération de retrait des titres officiels d'exploitation aux promoteurs se poursuit depuis novembre dernier, leur permettant de donner forme à leurs projets, en plus de leur accompagnement et suivi, pour permettre

aux nouvelles entités économiques d'entrer en phase de production effective à compter de l'année prochaine 2018, a indiqué M. Harrouz. Il est attendu le lancement prochain d'une opération de réhabilitation de la zone industrielle de la commune de Hassi-Benabdallah (500 hectares) pour laquelle il est actuellement procédé au choix de l'entreprise réalisatrice, en plus de la réhabilitation des zones d'activités des communes d'Ain El-Beida et Nezla, en attente du déblocage des enveloppes nécessaires à cette opération, a poursuivi le DIM. Le tissu industriel de la wilaya de Ouargla s'est vu renforcé par l'entrée en service, au début du mois du

Ramadhan, d'une laiterie privée, en plus de la conclusion par des entités économiques locales de conventions d'investissement et de coopération avec des entreprises étrangères, à l'instar de l'unité des dattes (Taïbet), l'usine de fabrication de chlore (Hassi-Benabdallah) et l'usine de fabrication de pylônes électriques (Mégarine). La wilaya d'Ouargla dispose, entre autres potentialités, d'une assiette foncière de 1.311 hectares répartis sur 12 zones d'activités dédiées à l'investissement, en plus de trois zones d'expansion touristiques de 122 ha, selon les données de la DIM.

Hatem D. /agences

Ain Témouchent

Remise des clés de 182 logements à Oued Essabah

Pas moins de 182 familles de la commune de Oued Essabah (Ain Témouchent) ont reçu les clés de nouveaux logements publics locatifs (LPL). Ce quota fait partie d'un total de 220 logements LPL dont a bénéficié cette collectivité. Les 38 autres unités d'habitat sont en phase d'examen des dossiers de demandeurs au niveau du comité de daïra chargé de l'opération d'attribution du logement social, ont indiqué des responsables de l'Office de promotion et de gestion immobilière de la wilaya. Le wali de Ain Témouchent, Ahmed Touhami, a souligné lors de la cérémonie de remise des clés, que

la situation en terme de programmes d'habitat est satisfaisante dans la wilaya, annonçant la distribution, la semaine prochaine, de 108 logements à Sidi Benadda au titre du programme de résorption de l'habitat précaire (RHP). Le même responsable a ajouté que 620 logements publics locatifs, en cours de réalisation à Ain Témouchent, seront attribués fin 2017 ou au début 2018. noter que la liste des bénéficiaires de 875 logements RHP au chef-lieu de wilaya a été affichée cette semaine. L'attribution de 1 000 logements AADL 2 tire à sa fin, alors que les travaux de réalisation de 2.018 unités location/vente,

dont le terrain d'assiette a été choisi, seront lancés prochainement par une entreprise étrangère, a-t-on appris du wali, qui a annoncé un programme de distribution de 1 180 logements AADL/Cnep à Ain Témouchent dans les prochains jours. Les commissions de dairas chargées de l'attribution de l'habitat social ont fait savoir dernièrement qu'un quota de 3 284 logements publics locatifs est prêt pour procéder à l'étude des dossiers des demandeurs à travers les communes de la wilaya, a indiqué M. Touhami.

K. L.



Maroc/ Manifestants du Rif

Amnesty International dénonce les arrestations massives

■ L'organisation de protection des droits de l'Homme établie à Londres, Amnesty International, a dénoncé les «arrestations massives» des manifestants du Rif, au Maroc.



Par Halim O.

«**L**es autorités marocaines ont mené une vague d'arrestations contre des dizaines de manifestants, militants et bloqueurs, dans le Rif, au nord du Maroc au cours de la dernière semaine, après des mois de manifestations visant à mettre fin à la marginalisation et pour un meilleur accès aux services dans la région», a déclaré AI dans un communiqué. L'ONG souligne que certains manifestants détenus se sont vu refuser l'accès à leurs avocats pendant leur garde à vue. Certains «portent des marques visibles de blessure», selon des avocats, cités par AI. Amnesty dit craindre également que les manifestants pacifiques et les bloqueurs qui couvrent les manifestations sur les réseaux sociaux puissent être accusés d'atteinte à la sécurité de l'Etat. «Nous craignons que cette vague d'arrestations ne soit une tentative délibérée de punir les manifestants du Rif après des mois de dissidence pacifique. Il est essentiel que les autorités marocaines respectent le droit à

la liberté d'expression et de réunion», a soutenu l'ONG. Elle ajoute que les accusés ne doivent pas se voir refuser le droit à un procès équitable. Les autorités devraient également veiller à ce que les militants pacifiques ne soient pas condamnés pour des accusations erronées juste pour avoir participé à des manifestations. Pour rappel, la vague de manifestations qui secoue le Rif marocain s'est répandue dans d'autres régions du pays et la tension s'est amplifiée, après l'arrestation du leader de la protestation, Nasser Zefzafi, par les autorités marocaines. «Entre le 26 et le 31 mai 2017, les forces de sécurité ont arrêté au moins 71 personnes suite à des manifestations à Al Hoceïma et dans les villes voisines d'Imzouren et Beni Bouayach», affirme AI. Au moins 33 personnes ont été inculpées par le procureur de la monarchie, à Al Hoceïma. Une demande de libérer 26 manifestants en détention préventive a été refusée et l'affaire a été ajournée jusqu'au 6 juin, relève AI. «Beaucoup ont déclaré à leurs avocats avoir été insultés ou menacés de viol par les agents qui les ont arrêtés. D'autres ont

déclaré qu'ils ont été forcés de signer des rapports d'interrogatoire falsifiés», rapporte Amnesty. L'ONG s'inquiète également du transfert de trente manifestants, arrêtés entre le 26 et le 31 mai, à Casablanca pour interrogatoire devant la police judiciaire (BNPJ), un organisme qui s'occupe des crimes graves en relation à la sécurité de l'Etat et au terrorisme. Amnesty trouve «profondément alarmant» que les autorités envisagent des accusations relatives à la sécurité de l'Etat pour punir les militants qui participent aux manifestations pour des revendications sociales. AI a également exprimé des «inquiétudes» sur le viol du principe de présomption d'innocence dans le cas de Zefzafi et d'un autre militant arrêté avec lui, et sur le traitement «inhumain et dégradant» dont ils sont victimes.

Affrontements entre manifestants et policiers

Des affrontements ont opposé vendredi après-midi manifestants et policiers dans une localité de la province d'Al-Hoceïma,

dans le nord du Maroc, théâtre d'une vive contestation populaire depuis une semaine, a-t-on appris de sources concordantes. Ces violences ont éclaté en début d'après-midi à l'issue de la prière à Imzouren, une petite ville à une quinzaine de kilomètres au sud-est de la ville d'Al-Hoceïma, selon un activiste local. Les forces anti-émeutes marocaines ont fait usage d'un canon d'eau pour disperser les plusieurs centaines de manifestants et démanteler les quelques barricades de fortune, selon les médias. Plusieurs supports en ligne de la presse marocaine ont diffusé images et vidéos des affrontements, dont on ne connaît pas le bilan. Un mot d'ordre de boycott des prêches officiels dans les mosquées a été très suivi ce vendredi à Imzouren. La ville observe également depuis vendredi un mouvement de grève générale, avec la quasi-totalité des commerces fermés, selon le même activiste. Cette grève a été lancée depuis la ville voisine d'Al-Hoceïma à l'initiative du «Hirak», le mouvement de contestation populaire qui agite depuis près de sept mois la province et revendique le développement de cette région du Rif «marginalisée». Nasser Zefzafi, son leader, ainsi que ses principaux animateurs ont été arrêtés en début de semaine par la police et sont accusés notamment «d'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat». La province est depuis lors en ébullition. A l'exception de quelques heurts le week-end dernier, la contestation, avec manifestations nocturnes quotidiennes depuis une semaine, est restée pacifique dans la ville d'Al-Hoceïma, mais elle est nettement plus tendue à Imzouren.

H. O./Agences

Sahara occidental

Un ancien président allemand émissaire de l'ONU

L'ancien président allemand, Horst Koehler, va être nommé émissaire de l'ONU pour le Sahara occidental, chargé de relancer les discussions entre le Maroc et le Front Polisario, selon un courrier rendu public vendredi. Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a informé le Conseil de sécurité de sa décision de nommer M. Koehler la semaine dernière, et aucun pays n'a émis d'objection, ce qui valide de fait sa nomination. Economiste et ancien banquier, M. Koehler a présidé l'Allemagne de 2004 à 2010 après avoir dirigé le Fonds monétaire international (FMI) et présidé la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BerD). M. Koehler, 74 ans, sera le quatrième envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, après les deux Américains James Baker et

Christopher Ross et le Hollandais Peter Van Walssun. Sa nomination intervient, toutefois, dans un contexte difficile, caractérisé par le blocage du processus onusien par le Maroc qu'il devrait œuvrer à relancer. Son prédécesseur, Christopher Ross, s'est vu opposer un nœud catégorique à sa demande de déplacement à Rabat et aux territoires sahraouis occupés en vue de relancer les pourparlers de paix au Sahara occidental, avait révélé le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans son premier rapport sur le Sahara occidental présenté en avril dernier au Conseil de sécurité. Le Maroc a eu déjà à saborder les efforts d'un autre émissaire américain en 2004 lorsqu'il a rejeté le plan de paix proposé par l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, James Baker, qui maintenait le principe d'autodétermination en ex-

geant la tenue d'un référendum au terme de cinq années de sa mise en œuvre. Le rôle que devrait jouer Kohler est un élément important dans le processus de paix au Sahara occidental mais il ne sera pas décisif sans le soutien du Conseil de sécurité, selon plusieurs observateurs. Avant lui, M. Ross a été l'objet d'une opération de sabotage franco-marocaine au Conseil de sécurité et ne pouvait pas aller loin dans sa mission sans le soutien de l'organe onusien. Inscrit sur la liste des territoires non autonomes depuis 1963, le Sahara occidental attend toujours le parachèvement du processus de décolonisation à travers l'organisation d'un référendum d'autodétermination, conformément aux termes de l'accord de cessez-le-feu signé en 1991 entre le Maroc et le Front Polisario.

Amel D./APS

Tunisie Des poursuites contre les manifestants bloquant la production pétrolière

LE GOUVERNEMENT tunisien prépare des poursuites judiciaires contre les manifestants bloquant la production pétrolière dans le sud du pays, a assuré vendredi le ministre de l'Energie, Hela Cheikhrouhou. «Aucune loi, aucune Constitution au monde ne peut protéger les agresseurs», a-t-elle martelé sur les ondes de la radio Shems FM, dans une sérieuse mise en garde au lendemain de la publication de chiffres sur les pertes colossales engendrées par les mouvements sociaux. Ceux qui coupent les routes et bloquent la production «se doivent d'assumer les conséquences de leurs actes», a-t-elle averti, précisant que «les photos et les vidéos dont ils s'enorgueillissent sur Facebook les condamnent». La ministre a rappelé que les manifestants, qui demandent la nationalisation du secteur, rejettent, jusque-là, toutes les initiatives, ce qui menace l'avenir de 1 700 employés et pèse sur les intentions d'investissement. La veille, le ministère de l'Energie a annoncé la suspension de la production du pétrole et du gaz à Tataouine et Kébili (sud), causant des pertes hebdomadaires de quelque 24 millions de dinars, soit 10 millions de dollars environ. Les champs pétroliers et gaziers de Tataouine et Kébili participent à hauteur de 46% de la production nationale de pétrole et de 27% de la production de gaz. L'arrêt du pompage pourrait engendrer des hausses des prix des hydrocarbures, alors que le dinar est à un plus bas jamais atteint face à l'euro et au dollar, avait averti le ministre de l'Emploi, Imed Hammami, chargé des négociations avec les protestataires d'El Kamour à Tataouine. Un manifestant a été tué et une vingtaine d'agents de sécurité ont été blessés dans des heurts survenus, le 22 mai dernier, dans une tentative d'empêcher les «campeurs» d'El Kamour, à 170 km du chef-lieu de la wilaya éponyme, d'accéder à la principale station de pompage. Les contestataires de Tataouine et Kébili réclament, depuis plusieurs semaines, des mesures «urgentes» en termes d'emploi et de projets de développement, ainsi que l'allocation d'une partie des recettes pétrolières au profit des populations locales.

R. M.



Grande-Bretagne

La solitude des électeurs opposés au Brexit

■ Ils sont 48% à s'être opposés à la sortie du Royaume-Uni du giron de l'Union européenne lors du référendum de juin 2016 : difficile pour ces «Remainers» d'opter pour un candidat aux élections législatives du 8 juin.

Par Rosa F.

Dans les rues de la City, le quartier d'affaires de Londres, Tom Glover, lui, a fait son choix. «Je n'ai jamais voté pour les Lib-Dem de toute ma vie, mais cette fois-ci je vais le faire», avance cet ingénieur informaticien de 45 ans, européen convaincu. Il est séduit par la proposition du Parti libéral-démocrate de Tim Farron d'organiser un nouveau référendum, à la fin des négociations du Brexit, pour laisser la possibilité aux Britanniques d'accepter l'accord de sortie ou de se maintenir dans l'Union.

«Leur leader n'est pas le plus charismatique, certes, mais l'idée qu'ils fassent tout leur possible pour qu'on reste dans l'Europe me suffit pour leur donner mon vote», ajoute-t-il. Mais les profils comme Tom sont rares au Royaume-Uni. Malgré le soutien inattendu de la prestigieuse revue The Economist, les libé-



PH. A. D. R.

raux-démocrates stagnent autour de 7% des intentions de vote, loin derrière les conserva-

teurs (42%) et les travaillistes (39%), selon un sondage YouGov réalisé les 30 et 31 mai auprès de 1 875 personnes. Partisan de longue date des Lib-dem, Benjamin, 31 ans, ne votera «pas pour eux». Pour ce salarié d'un fonds de pension, soutenir le parti centriste «n'aurait pas de sens» parce qu'«ils ne gagneront pas». En couple avec une Européenne expatriée à Londres, il se montre néanmoins très préoccupé par le Brexit.

Lui-même a perdu un précédent emploi dans le sillage du référendum, son secteur d'activité étant «très dépendant des affaires avec l'Europe». «Le plus important, c'est d'empêcher Theresa May (la Première ministre conservatrice, ndr) de mener les négociations.

Elle ne fait pas ce qu'il y a de mieux pour le pays», estime-t-il.

«Je pense qu'il serait préférable qu'on ait un gouvernement travailliste».

Le Labour se taille effectivement la part du lion auprès de cet électeur. D'après YouGov, 53% des Remainers s'approprient à voter pour le parti de Jeremy Corbyn, même si ce dernier n'a que mollement soutenu le maintien dans l'UE pendant la campagne du référendum. Le principal parti d'opposition dit ainsi «accepter le résultat du référendum», et promeut une sortie négociée de l'Europe qui maintienne une «relation étroite» avec les 27 dans son programme.

Une position partagée par les Remainers: ils sont 48% à estimer que le gouvernement «a le devoir de mener à bien» le Brexit (sondage YouGov du 8 mai auprès de 2344 personnes). «Les gens ont voté. Si on remet-

tait en cause le référendum, il faudrait remettre en cause toutes les élections», admet Natacha, qui travaille dans les ressources humaines d'une entreprise employant plus de 60% d'étrangers. «Mais le résultat était serré. Cela donne du crédit à l'idée qu'il faudrait parvenir à une sortie en douceur de l'Europe», nuance-t-elle. Elle reconnaît ne pas encore savoir à qui ira son vote, s'estimant «mal représentée» par les partis en campagne. C'est à ces électeurs indécis que s'adresse la coalition «Best for Britain» mise en place par Gina Miller, gestionnaire de fonds de 52 ans, qui veut mettre la question du Brexit au cœur du débat. En avril, au lendemain de l'annonce surprise de la convocation d'élections législatives anticipées, elle avait lancé une campagne de financement participatif, destinée à promouvoir la cause européenne. Sa plateforme a récolté plus de 400 000 livres (457 000 euros), redistribués à une trentaine de candidats indépendants ou engagés auprès du Labour, du Lib-dem et des Verts.

Dans cet ensemble bigarré, tous partagent un point commun: ils «ne se satisfont pas du Brexit dur» prôné par Theresa May, explique M^{me} Miller à l'AFP. «Une alliance progressiste pourrait être la réponse à la situation, mais nous n'avons pas le temps de la mettre en place», regrette Gina Miller, pour qui il existe «un vide» sur l'échiquier politique.

A défaut de véritable représentation, elle conseille le «vote tactique»: choisir son candidat en fonction de sa position sur le Brexit, pas de celle de son parti.



Points chauds

Plaisanterie

Par Fouzia Mahmoudi

Héros un jour et vilain le lendemain. C'est le sort d'Emmanuel Macron, qui après avoir été encensé vendredi par les médias et les internautes français comme américains, a été sévèrement jugé hier pour une mauvaise blague. En effet, en visite jeudi dans le Morbihan, le président français a plaisanté au sujet des «kwassa-kwassa», des petites embarcations utilisées par les migrants comoriens pour rallier Mayotte. Une plaisanterie qui n'a pas, et c'est là le moins que l'on puisse dire, été au goût de tous. En visite jeudi au Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage atlantique (CROSS) d'Etel dans le Morbihan, Macron a eu des propos déplacés au sujet de migrants comoriens. C'est une caméra de l'émission Quotidien de TMC qui révèle la scène. Lors d'un échange avec un officiel, autour notamment des différents types d'embarcations de pêche, le président de la République s'est laissé aller à faire une blague qui a suscité de vives réactions sur les réseaux sociaux. «Il y a des tapouilles et des kwassa-kwassa», lui indique l'officiel. «Ah non, c'est à Mayotte le kwassa-kwassa», relève alors Emmanuel Macron. «Mais le kwassa-kwassa pêche peu, il amène du Comorien, c'est différent», plaisante-t-il. Après un bref silence gênant, il ajoute: «Les tapouilles, c'est les crevettes». Les kwassa-kwassa, de petits bateaux de pêche, sont régulièrement utilisés par des migrants de l'archipel indépendant des Comores pour gagner Mayotte, devenu le 101^e département français en 2011. Des centaines de décès sont à déplorer chaque année suite à des naufrages de ces frêles embarcations. Sur la vidéo, on discerne qu'un malaise s'installe autour du chef de l'État, notamment chez Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères. Le service de communication de l'Élysée, a de son côté réagi à l'affaire: «C'est une plaisanterie pas très heureuse sur un sujet grave, dont le président de la République a pleinement conscience (...) C'est complètement regrettable et malvenu». Ces propos ont provoqué de nombreuses réactions sur Twitter de la part de responsables politiques. «Ce n'est pas parce qu'on dit que c'était pour rire qu'on n'a rien dit», a déclaré le chef de file de LR pour les législatives, François Baroin. «C'était évidemment choquant, encore plus quand on est président», a-t-il jugé, en marge d'un déplacement en Corse. «Si Sarkozy président avait prononcé cette phrase face caméra, le tollé aurait été gigantesque. Du Comorien. 12 000 morts. Et là... insensé», a réagi l'ex-ministre écologiste Cécile Duflot. Le très bon coup de communication qu'avait réussi la veille Macron semble ainsi bien lointain alors que cette petite polémique a en quelques heures remis au-devant de la scène ses détracteurs et ses opposants. Ceux qui pointaient du doigt l'inexpérience de Macron durant la campagne présidentielle doivent se sentir confortés aujourd'hui dans leur analyse alors que le tout jeune président fait des «plaisanteries» sans penser aux conséquences. F. M.

Climat

La presse espère que le refus de Trump servira de stimulant pour les autres signataires

Plus de trente-six heures après l'annonce de Donald Trump de retirer les États-Unis de l'accord de Paris sur le climat, la colère n'est pas retombée parmi les éditorialistes français qui veulent voir dans cette décision un stimulant pour les autres signataires. «Du monde entier monte la consternation et la colère devant cette injure faite à l'avenir», écrit Arnaud de La Grange dans Le Figaro. Et l'éditorialiste de poursuivre: «L'ambition américaine paraît soudain bien rétrécie. Le non de Trump sera-t-il un salutaire coup de fouet pour l'Europe? Saura-t-elle développer ses liens avec la Chine et l'Inde?» Bertrand Meinel du Courrier Picard, comme plusieurs de ses confrères, y croit: «Si la contribution des États-Unis aurait été précieuse, ce retrait offre aux 194 autres pays signataires un magnétique stimulant. L'occasion de

montrer que prévoir l'avenir et construire un nouveau monde ne dépend pas de l'ex-première économie mondiale». La président américain «donne un électrochoc à la communauté des peuples», assure Didier Rose, des Dernières Nouvelles d'Alsace. Pour lui: «En claquant la porte si vivement, Trump offre aux opinions mondiales l'occasion de se fédérer autour de l'urgence climatique». «A quelque chose malheur est bon», rappelle Michel Bassi, de L'Éclair des Pyrénées. «La foudrue de Donald Trump peut être pour la France et l'Europe une opportunité. Elles peuvent revendiquer la place de leader dans la lutte contre le réchauffement climatique».

Ce refus «permet aux pays piliers de l'Europe de se retrouver sur le projet climatique», reconnaît Bernard Stéphane, de La Montagne. Et pour lui, «Trump fait

ainsi un beau cadeau à l'Europe et à la Chine en leur offrant le leadership climatique mondial». «Il n'y a rien à abdiquer devant Washington», lance dans L'Union/L'Ardennais Hervé Chabaud, pour qui cette décision va «fédérer ceux qui œuvrent pour que des choix intelligents soient opérés afin de mieux préserver l'environnement». «Donald Trump incarne un danger pour la planète. En croyant défendre une Amérique recroquevillée, il la jette», affirme Alain Dusart, dans L'Est Républicain. L'Amérique «va à contresens de l'Histoire, tourne le dos à notre XXI^e siècle», déplore Jean-Claude Soulié, de la Dépêche du Midi. C'est «une déclaration d'hostilité à la planète» qui «isole sa nation et, pour la première fois, rend son Amérique plus petite que celle qu'il avait reçue en héritage», s'indigne Yves Harté dans Sud-Ouest.



Veillées de ramadhan

Le Palais des raïs assure la variété

■ Le Palais des raïs (Bastion 23) a ouvert son programme artistique du mois de ramadhan vendredi soir avec un menu riche en sonorités, rythmes et paroles. A l'instar des soirées musicales que propose cet édifice à son public, l'humour sera présent avec des noms connus capables de nous faire rire tout en transmettant un message ayant un sens et un but. Intitulées «El Manzah», ces soirées sont porteuses de belles surprises.



Par Par Abla Selles



Les veillées de ramadhan ne sont pas consacrées uniquement à la musique. Certes, elle sera présente au Palais des raïs Bastion 23 durant le mois de ramadhan, mais à côté de l'humour et de la bonne parole. En effet, «El Manzah» est le nom des soirées de ramadhan que propose cet édifice historique et

culturel. La soirée d'ouverture a été marquée par un spectacle de l'humoriste Reda Seddiki qui est revenu sur un sujet qui concerne tout Algérien. D'abord, il a ouvert la scène avec grand sourire, confirmant encore une fois son enthousiasme de passer devant le public algérois. Ce jeune artiste très spontané est revenu sur le quotidien et le parcours des étudiants algériens en France d'une façon humoristique. Tout en

choisissant ses mots avec beaucoup de précaution, Reda Seddiki a été très poétique dans ses propos, juste mais aussi brillant. Le public, qui était nombreux lors de cette première soirée au Palais des raïs, a chaleureusement applaudi le spectacle du jeune qui a lancé dans la deuxième partie un hymne à la liberté avec beaucoup d'humour et de spontanéité. Dans une ambiance conviviale, l'humoriste

s'est approché en fin de spectacle du public, a écouté les remarques et pris des photos avec ses fans. «J'aime l'Algérie et c'est un énorme plaisir d'être ici ce soir», a déclaré le jeune Reda. Les sonorités du luth dans le palais a donné, entre autres, un goût très particulier à cette soirée qui s'est poursuivie jusqu'à trois heures du matin. Reda Seddiki a clôturé la soirée tout en donnant rendez-vous à ses fans le 23 juin au même endroit.

«Je le découvre pour la première fois et j'ai hâte d'assister à son deuxième spectacle. Il était simple, sympa et très poétique», a dit une dame, soulignant que «des soirées pareilles doivent être organisées au cours de l'année et pas seulement durant le mois de ramadhan». «J'ai beaucoup apprécié son sérieux quant il dit des choses qui nous font rire, je le trouve tout simplement formidable», ajoute une jeune fille venue en famille. «Je salue sa pertinence humoristique», a déclaré un jeune, «il est cool».

Les soirées de «El Manzah»,

organisées par La Fabrik et Samsung Algérie, proposent aussi d'autres humoristes comme Kamel Abdat qui a réussi dans un laps de temps à se faire un nom sur la scène culturelle algérienne.

A l'instar des one men show que propose le Palais des raïs Bastion 23, des soirées musicales s'annoncent avec de grands noms de la musique algérienne. La musique andalouse, du hawzi et du m'dih seront présents avec le spectacle de Lila Borsali, Hamidou et Lamia Aït Amara. Ayoub Medjahed sera présent aussi pour la soirée de jeudi afin de nous chanter l'émotion et le quotidien des immigrés algériens établis en Europe. Les groupes Bambra et Ifriky Spirit qui sont au programme animeront des spectacles de musique ancestrale. Quant aux sonorités du luth, elles seront présentes au Bastion 23 jusqu'à la fin de ce programme. C'est le luthiste Hocine Benameur qui chaque soir nous fera écouter la beauté de cet instrument de musique.

A. S.

Veillées de ramadhan à Bouira

Rabah Asma enchante son public

Le chanteur kabyle, Rabah Asma, a envouté jeudi soir un public bouirien venu nombreux, des quatre coins de la wilaya, admirer la beauté et la finesse de ses anciennes et belles chansons, lors d'un concert animé à la maison de la culture «Ali-Zaâmour» de la ville de Bouira.

Ce n'est qu'après le passage du chanteur local Ouahmed, qui a ouvert la soirée musicale avec un bouquet de chansons, que Rabah Asma a fait son apparition sur la scène vers 23 heures et ce, sous un tonnerre d'applaudissements. «Azul fellawen, je suis très content de vous retrouver ici à Thouvirest (Bouira)», a-t-il lancé à l'assistance.

Dès son entrée, l'artiste à la voix d'une pureté inimitable a essayé de secouer le

public bouirien, des familles notamment, avec ses titres puisés de son riche répertoire.

Aguerri de 30 ans de carrière, Rabah Asma, compositeur et soliste, a réussi à subjuguer l'assistance et à enflammer les cœurs des jeunes, qui ont parsemé la grande salle de la maison de la culture «Ali-Zaâmour», embarquant le public par sa passion, sa sensibilité et ses émotions avec des chansons d'amour comme celles de «Edekem Siwa Kem Ohemlagh», «Ekkas Alnim Gheffalniw», ou encore celle «Dilhoub Ouresigh Ezzhar» et «Arjouyi Arjouyi amthimmi».

L'artiste a aussi réussi à procurer de la joie au public et à lui redonner espoir, vie et joie de vivre. Le chanteur Rabah Asma a gratifié le public durant son passage d'un bouquet de ses attachantes chansons qui ont

connu un très grand succès et qui l'ont fait connaître au public algérien.

C'est dans une ambiance de grande fête que les jeunes filles et garçons n'ont cessé d'accompagner le chanteur dans l'interprétation de ces beaux tubes musicaux, qui ont fait vibrer la salle durant plus d'une heure et demie.

Ce gala a été organisé dans le cadre du programme artistiques et culturel que la direction de la culture Ali-Zamoum a établi pour animer les soirées du mois sacré dans la ville de Bouira ainsi que dans les autres villes de la wilaya à l'image de Bechlam, Sour El-Ghouzlane, Takerboust, Ain Bessam et Lakhdarria.

D. R.

Rahaba de Khenchela

Un genre authentique de chant et de chorégraphie

Patrimoine immatériel préservé et reproduit à ce jour par les chaouis, Rahaba est un genre authentique de chant et de danse très rythmée encore présent lors des différentes occasions et fêtes dans la wilaya de Khenchela.

Le terme Rahaba vient du mot arabe Tarhib qui signifie «souhaiter la bienvenue» pour les hôtes des fêtes, mais l'appellation amazighe est «Therdest» qui veut dire battre la terre avec les pieds en chantant, explique le chercheur en histoire des Aurès, Mohamed Salah Ounissi.

Aux origines lointaines, Rahaba est une chorégraphie du bassin méditerranéen et d'Afrique du Nord qui présente des similitudes frappantes avec les danses folkloriques marocaines des genres : «Ahouch», «Ahoudous» et «Akoual», note le chercheur, qui considère que le bendir (tambourin) et El gasba (flûte) sont des instruments «intrus» au

genre chaouia authentique toujours préservé à Khenchela. Pour M. Ounissi, Rahaba se décline sous trois formes. Il est soit exécuté par deux rangs de danseurs se faisant face, ou par deux rangs de danseuses se tenant également face à face ou, encore, par un rang de danseurs face à un rang de danseuses. Il existerait également trois genres de Rahaba dans la wilaya de Khenchela, dit-il. Le premier appelé «Oudjani» est attribué à la tribu des «Béni Oudjana» installée notamment à Yabous, Bouhmama et Taouzianet. Le chant y est perçant et la danse est rythmée par les mouvements des pieds et des épaules.

«Laâmamam» est un autre genre répandu dans les localités de Tamza, El Hamma, N'sigha et Ouled Yakoub. Il se distingue par des battements puissants au sol et un chant plus doux. Le troisième genre est appelé «Nememcha». Celui-ci est exécuté avec des

danses s'apparentant à la fois aux deux précédents genres et un chant plutôt perçant et aigu, ajoute encore le chercheur.

Les poèmes Rahaba, chantés en arabe dialectal ou en chaouia, sont souvent porteurs de contenus sociaux et religieux. Ils glorifient les valeurs de noblesse, de la population et l'histoire des Aurès et des Chaouias.

Ils abordent également les thèmes lyriques et d'amour sans pour autant être «crus encore moins vulgaires», note le chercheur en histoire des Aurès.

Créée au début des années 1990, l'association «Assala» de la commune de Tamza (25 km au sud-ouest de Khenchela) œuvre à préserver cette musique authentique, assure son président Belkacem Salmia, se félicitant que l'association a fait sortir en 1998 son premier album Rahaba.

L. B.

Rendez-vous culturels

Musée National d'Art Moderne et Contemporain d'Alger (MAMA)

Jusqu'au 13 juillet :

Exposition photographique intitulée Ikbal/Arrivées : «Pour une nouvelle photographie algérienne».

Complex culturel Laâdi Flici

8 juin :

Soirée musicale animée par Hamidou.

9 juin :

Soirée chaâbi animée par le grand artiste Abdelkader Chaou.

12 juin :

Variété musicale avec Hassiba Abderaouf.

13 juin :

Soirée rai avec Kader Japoni

14 juin :

Soirée musicale animée par Kamel Aziz.

15 juin :

Lounis Ait Menguelat anime une soirée de chansons kabyles.

Port Djamilia de Ain Benian

1^{er} et 12 juin :

Cheb Toufik anime des soirées artistiques.

Plage Mohamed Kheloufi

2 juin :

Une soirée musicale animée par Kamal Meziane.

Piscine des Sablettes

3 juin :

Bariza chante les plus belles chansons de son répertoire artistique.

Plage Deca - Aïn Taya

4 juin :

Farid Djoudi enchante le public par un spectacle plein de sonorités et de rythmes.



Coup-franc direct

Le sélectionneur ne satisfera personne

Par Mahfoud M.

La dernière liste du nouveau coach national, l'Espagnol Lucas Alcaraz, n'a pas été du goût de nombreux férus de la balle ronde nationale et autres observateurs de la chose footballistique en Algérie. Chacun y va de son commentaire et défend un joueur, estimant qu'il aurait mérité une convocation. Certains pensent que les défenseurs Meftah et Belkalem auraient dû être convoqués, d'autres que Bounedjah et Ferhat auraient dû figurer sur cette première liste de l'Espagnol pour les deux prochains matchs face à la Guinée et le Togo, sous prétexte qu'ils sont en forme avec leurs clubs respectifs. Alcaraz n'est pas censé donner des explications concernant un joueur qu'il aurait écarté de ses plans, sachant que certains éléments ne remplissent pas les conditions nécessaires pour figurer en sélection actuellement. Si certains d'entre eux ne jouent pas depuis quelque temps, il ne faut pas perdre de vue que d'autres évoluent dans des championnats faibles techniquement, à l'exemple de Bounedjah qui est au Qatar et qui semble refuser d'évoluer, lui qui avait signé auparavant en Tunisie avant d'opter pour ce championnat du Golfe qui, habituellement, attire des stars en fin de cycle qui viennent bénéficier d'une retraite dorée, alors que notre joueur s'est enterré là-bas. Le coach national ne satisfera personne, étant donné que chacun défend un joueur qu'il souhaite voir porter le maillot de la sélection.

M. M.

Ligue 1 Mobilis de football

La 29^e journée se jouera le 10 juin

La 29^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football se jouera le samedi 10 juin avec la programmation de trois rencontres en nocturne, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Cette avant-dernière journée de la compétition sera marquée par le choc entre le leader de l'ES Sétif et l'USM Alger (22h30). Les deux matchs, MC Alger - Olympique Médéa et JS Saoura - MO Béjaïa, se joueront également à partir de 22h30. La 28^e journée de Ligue 1

est programmée mercredi 7 juin. Lors de la précédente réunion du bureau fédéral, il a été décidé de faire jouer les trois dernières journées de la Ligue 1 le même jour afin de «préserver l'éthique sportive». La LFP avait annoncé de son côté jeudi dernier que les rencontres des trois dernières journées se joueront à 17h00. Au terme de la 27^e journée, l'Entente caracole en tête avec 51 points devant le MC Alger (47) et l'USM Bel-Abbès qui pointe à la 3^e place avec 45 points.

Championnat du monde de handball U-19 (garçons) L'EN en regroupement du 5 au 10 juin

LA SÉLECTION nationale masculine de handball des moins de 19 ans (U-19) effectuera un stage à Alger du 5 au 10 juin en prévision du championnat du monde de la discipline prévu en Géorgie (8-20 août 2017), a annoncé la Fédération algérienne de handball (FAHB) sur sa page officiel sur facebook. L'entraîneur national Bechkour Karim a fait appel à 24 joueurs dont un évoluant en France. Au cours de leur stage, les coéquipiers du gardien de but Amoura Walid s'entraîneront

dans les salles de Chéraga et Bousmail. Lors du mondial géorgien, l'Algérie évoluera dans le groupe B en compagnie de l'Allemagne, l'Islande, la Géorgie, le Chili et le Japon. Les Verts entameront le tournoi le 8 août face au pays organisateur. Le Sept national s'est qualifié à cette phase finale, prévue initialement en Italie, grâce à la troisième place décrochée au championnat d'Afrique de la catégorie tenu en septembre 2016 à Bamako (Mali).

Liste des joueurs convoqués :

Gardiens de but : Amoura Walid (Nadit Alger), Sekkai Oussama (Tadjenanet), Toubali Riad (SR Ain Taya), Mahdid Amine (GS Pétroliers)

Joueurs de champ : Benhamza Ayoub (Meghaier), Messaoud Amar, Fodil Abdelmalek, El Houati Youcef (CRB Baraki), Rahmani Youcef, Lounansa Ayoub (ES Ain Touta), Azzaz Réda (Tipaza), Zennadi Abdeldjalil, Trad Anouar, Brahimi (O M Annaba), Mamar Chaouch Abderrahmane (Nadit Alger), Gacemi Issam (Majd Blida) Massoum Hocem (ESB), Aissani Abdelkader (MC Saïda), Djamaoui Abderrahmane, Azzouz Tarek (Sétif), Fligha Abdeldjalil (NBRB Djemila), Ziri Zahredine, Mazreg Amine (JS Messaïssa), Belahcen (Montpellier/France).

Coupes Africaines L'USMA et le MCA ont assuré

Les deux représentants algériens toujours en lice en coupes africaines, l'USM Alger en Ligue des champions et le MCA en Coupe de la Confédération, ont tous deux assuré au cours de leurs matchs joués à l'extérieur de leurs bases, avant-hier soir, revenant avec un point précieux.

Par Mahfoud M.

Les Rouge et Noir qui affrontaient l'ogre égyptien, le Zamalek du Caire, plusieurs fois sacré sur le plan continental, ont réussi un nul flatteur sur le score de (1/1). Les Usmistes étaient même les premiers à ouvrir la marque à la 30' par le défenseur, Farouk Chafai. Les poulaux de Put ont tenu tête ensuite aux locaux qui malgré leurs assauts répétitifs n'ont pu égaliser que lors des temps morts de cette rencontre, plus précisément à la 90'+4, grâce à son attaquant nigérien, Emmanuel Mayuka. Même si les gars de Soustara ont raté la victoire, ils n'ont pas à rougir de ce nul qui vient à point nommé puisqu'il leur permet de se reprendre après la dernière défaite, également à l'extérieur, face aux Zimbabwéens de Caps United sur le score de (2/1). A noter que ce dernier a été battu à domicile par la formation libyenne Ahly de Tripoli, sur le score de (4/2). Après cette journée, le Zamalek demeure toujours en tête avec cinq points, alors que l'USMA et le Ahly Tripoli sont à la seconde place avec quatre



PH. > D. R.

points pour chacun. Les Rouge et Noir ont de grandes chances de passer, d'autant plus qu'ils devront bien négocier leurs prochains matchs sachant qu'ils auront une seule sortie pour deux matchs qu'ils disputeront à domicile. En Coupe de la Confédération africaine, le Mouloudia club d'Alger est revenu avec le point du nul aussi dans le match qui l'a opposé à la formation swazilandaise de Mbabane Swallows sur le score vierge. Ce match qui s'est joué au Somholo national stadium à Mbabane a été équilibré et le Doyen avait la possibilité de

revenir avec un meilleur résultat, mais la maladresse de ses attaquants lui a joué un tour, il s'est contenté de ce nul en fin de compte. Grâce à ce résultat, le MCA conforte provisoirement sa première place au classement avec 5 points alors que Mbabane Swallows suit derrière avec 4 unités. Le MCA accueillera Mbabane Swallows le 21 ou 22 juin au stade du 5-Juillet d'Alger, pour le compte de la 4^e journée. Les Tunisiens de Sfax jouaient hier soir (22h) leur match face aux Sud-Africains de Platinum Stars au stade Taieb-M'hiri à Sfax.

M. M.

Equipe nationale

Saadi et Ghoulam se retrouvent

L'attaquant prêté par Cardiff City (Championship) à Courtrai (Div 1, Belgique) Idriss Saadi, va honorer sa première convocation en sélection algérienne vendredi à Sidi Moussa, le lieu du stage des Verts, il retrouvera Fawzi Ghoulam, le latéral gauche des Verts avec lequel il avait fait sa formation au sein de l'AS Saint Etienne, pensionnaire de la Ligue 1 française de football. Les deux joueurs étaient d'ailleurs promus ensemble en équipe fanion, mais ils ont connu par la suite des fortunes diverses. Si Ghoulam a réussi à s'adjuger une place de titulaire, notamment en 2013, pour être par la suite transféré au prestigieux club italien de Naples, Saadi, lui, a connu une longue traversée du désert. En effet, après deux années passées avec les seniors stéphanois, entre 2010 et 2012, pendant lesquelles il a fait 25 apparitions pour zéro but marqué, il a été prêté au Stade de Reims, puis au Gazélec Ajaccio entre 2012 et 2013. Il va débarquer à Clermont Foot, lors de l'exercice suivant. Dans cette formation, il a réussi son meilleur parcours en France, en signant 20 réalisations en Ligue deux française. Une moisson qui lui avait permis de frapper aux portes de la sélection algérienne.

Le sélectionneur de l'époque, le Français Christian Gourcuff, songeait à l'emmener avec lui à la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2015) en Guinée équato-

riale, mais une méchante blessure contractée par le joueur a reporté son baptême de feu en maillot national. A son retour à la compétition, il choisira de quitter carrément la France pendant l'été 2015. Sa nouvelle destination fut Cardiff City, un club de championship anglais où il va contracter une nouvelle blessure qui le rend indisponible pour plusieurs mois. L'été passé, il a été prêté à Courtrai. Pour sa première saison en Belgique, il va carrément «exploser», en réussissant à scorer à 15 reprises. Ses prestations n'ont pas laissé indifférent l'ex-sélectionneur national, le Belge George Leekens, qui l'a retenu dans sa liste élargie en prévision de la précédente CAN, qui s'est déroulée en ce début d'année 2017 au Gabon, mais sans qu'il ne soit convoqué dans le groupe des 23. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, le joueur de 25 ans va patienter jusqu'au début de l'ère de l'Espagnol Lucas Alcaraz, aux commandes techniques des Verts, pour recevoir enfin sa première convocation.

Bouras nouvel entraîneur des gardiens de but

Aziz Bouras est devenu le nouvel entraîneur des gardiens de but de l'équipe nationale de football, a annoncé vendredi la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. Bouras (52 ans)

entame son travail vendredi, soit au premier jour du stage prévu au Centre technique national de Sidi Moussa en prévision de la réception de la Guinée en amical et du Togo en inauguration des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 au Cameroun, respectivement les 6 et 11 juin au stade Mustapha-Tchaker de Blida (22h00), précise la même source. Entraîneur des gardiens de but, connu notamment en France, Bouras a fait l'essentiel de sa carrière au FC Sochaux. Il avait travaillé pendant cinq ans à Lekhwiya (Div.1/Qatar) sous les ordres de l'entraîneur algérien Djamel Belmadi avant de revenir à Sochaux en 2015. Bouras rejoint ainsi le staff technique des Verts dirigé par l'Espagnol Lucas Alcaraz, signataire d'un contrat de deux ans, qui avait succédé au Belge Georges Leekens, démissionnaire à l'issue de l'élimination de la sélection algérienne dès le premier tour de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 au Gabon. Il reste désormais à connaître l'identité de l'entraîneur adjoint local de la sélection. Le nouveau président de la FAF, Kheireddine Zetchi, a assigné à l'ancien entraîneur de Grenade FC (Liga/Espagnole) l'objectif principal de mener les Verts à la CAN-2019 au Cameroun et d'atteindre les demi-finales de l'épreuve.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Jijel

Une terroriste se rend aux autorités avec ses 3 enfants

LA TERRORISTE dénommée G. Noura, épouse du terroriste Gh. Mohamed alias Abou Yasser, s'est rendue hier aux autorités militaires, dans la zone de Bordj Taher, wilaya de Jijel, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des forces de l'Armée nationale populaire, la terroriste dénommée G. Noura, épouse du terroriste Gh. Mohamed alias

Abou Yasser, s'est rendue, hier 2 juin 2017, aux autorités militaires, dans la zone de Bordj Taher, wilaya de Jijel (5^e Région militaire), accompagnée de ses trois enfants», précise la même source. «Il s'agit de Abdelbari, âgé de 17 ans, Yahia, âgé de 14 ans et Oussama (5 ans), nés tous dans les forêts et les montagnes», ajoute-t-on. Cette terroriste avait rallié les groupes criminels en 1996, rappelle le MDN.

May H.

Oran/Insertion professionnelle

Projet de création d'une société des non-voyants

L'ORGANISATION nationale des aveugles algériens (Onaa) compte créer une Société à responsabilité limitée (Sarl) à Oran pour fournir des postes d'emploi aux non-voyants, a-t-on appris de son président. Cette entreprise mixte en partenariat entre l'Onaa et un jeune non-voyant entrera en service en novembre prochain, a indiqué Lahouali Mohamed, soulignant que «nous sommes en phase d'élaboration du statut particulier pour pouvoir se faire délivrer le registre de commerce de cette société, dont le siège sera au site de l'ex-Entreprise nationale des brosses (Enabros) d'Oran». La future société portera le nom «Wamidh» (leur) d'Oran, une première expérience du genre au niveau national, activera dans 26 spécialités dont la fabrication de brosses, de balais, de détergents et la vannerie. Métiers qu'un non-voyant peut exercer.

En cas d'incapacité de la personne aveugle, l'emploi est accordé à un de ses proches, selon la même source. L'Organisation nationale des aveugles algériens projette d'employer 160 non-voyants dans cette société, en première phase 30 jeunes qui suivent actuellement une formation en fabrication de brosses, balais et vannerie au siège de l'ex-Enabros, encadrée par 17 anciens travailleurs de cette entreprise publique d'insertion socioprofessionnelle des handicapés dissoute en 2011.

Ces cadres seront réintégrés dans cette société jusqu'à l'âge de la retraite, a fait savoir Lahouali Mohamed, qui est responsable du bureau d'Oran de cette organisation, soulignant que ces anciens employés ayant à charge des familles seront ainsi sauvés.

Cette société produira une partie de la matière première utilisée dans la fabrication de brosses et de balais et achètera le reste du marché local. Ainsi,

sa production sera à cent pour cent algérienne, a indiqué le président de l'Onaa, appelant les autorités locales à accorder des facilités administratives pour concrétiser ce projet au temps imparti.

La contribution de l'investisseur El Ouafi Mohamed âgé de 27 ans, un aveugle diplômé universitaire, est à hauteur de 45 pour cent et concerne l'acquisition d'équipements, a-t-il souligné, déclarant que «notre objectif est l'insertion professionnelle d'un grand nombre d'aveugles à travers l'autofinancement».

La société «Wamidh» d'Oran des aveugles porte le même nom du projet social, professionnel, éducatif et culturel initié par l'Organisation nationale des aveugles algériens et lancé en février dernier à Oran dans le cadre du programme local de soutien des jeunes et de la convention paraphée entre l'Algérie et l'Union européenne (UE).

Ce projet porte sur la formation de jeunes aveugles en fabrication de brosses, de détergents, de macramé et autres pour leur insertion professionnelle et leur accompagnement à travers la création de micro-entreprises dans le cadre de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem) et d'autres initiatives, notamment celle de création d'une imprimerie numérique en braille.

Mahi T.

Contrebande

Plus d'un quintal de kif traité saisi à Tlemcen et Sidi Bel-Abbès

UNE QUANTITÉ de kif traité estimée à plus d'un quintal a été saisie hier à Tlemcen et Sidi Bel-Abbès, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire, des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières ont saisi, en coordination avec les services des douanes, plus d'un quintal de kif traité à Tlemcen et Sidi Bel-Abbès», précise la même source. Par ailleurs, des détachements de l'Armée nationale populaire «ont intercepté à Tamanrasset, Ouargla, Souk Ahras et Tébessa, 14 contrebandiers et 23 immigrants clandestins de différentes nationalités et saisi 2 véhicules tout-terrain, plus de 13 000 litres de carburant et divers outils d'orpillage», ajoute le MDN.

L. M.

Trump se retire de l'accord sur le climat



Loumis

Djalou@hotmail.com

Syndicalistes suspendus à Béjaïa

Marche et sit-in mercredi

■ L'Intersyndicale a décidé d'organiser une marche ce mercredi et un sit-in devant la wilaya et la direction d'Algérie Poste pour soutenir les nombreux syndicalistes et travailleurs suspendus et licenciés depuis quelques semaines à Béjaïa, dont Amar Younsi, ceux des œuvres universitaires et les six de la SDE (ex-Sonelgaz).

Par Hocine Cheria

C'est ce qu'ont annoncé les syndicats lors d'une conférence de presse animée hier au siège du Cnapeste. Les conférenciers ont une nouvelle fois dénoncé les «harcèlements» qu'ils subissent dans leur travail et exigé «la réintégration des 9 syndicalistes, suspendus par leurs tutelles». Le cas de Amar Younsi inquiète beaucoup l'Intersyndicale par le fait qu'il est suspendu depuis le 7 mai de manière «arbitraire et injuste» et à ce jour «aucune enquête interne n'a eu lieu», et sans «même voir le Syndicat national autonome des postiers et ce, conformément au règlement intérieur et la loi (voir art. 54 de la loi 90 02 du juin 1990 relative aux modalités d'exercice du droit syndical», rappellent les conférenciers qui dénoncent «le mutisme des autorités concernées». Ceci, même après leur premier sit-in des postiers tenu devant la direction d'Algérie Poste de wilaya et la marche organisée récemment à l'issue de laquelle les membres de



l'Intersyndicale ont été reçus par le chef de cabinet du wali avec une promesse de prendre en charge le cas de Amar Younsi, seul syndicaliste à être suspendu et qui n'est toujours pas réintégré. Ils ont également rappelé la marche du Snateg au cours de laquelle ils ont exigé la réintégration, la levée des sanctions et l'abandon des poursuites judiciaires prononcées à l'encontre des six syndicalistes de la Sonelgaz, immédiate et sans condition et l'arrêt des menaces et intimidations envers les syndicalistes. «Au lieu de répondre aux

revendications de l'Intersyndicale et œuvrer au règlement définitif de ce conflit, l'administration d'Algérie Poste continue dans l'arbitraire et la répression en gelant les salaires des grévistes en ce mois de ramadhan», relèvent-ils. L'Intersyndicale dénonce «le silence des pouvoirs publics à l'échelle de la wilaya, devant les atteintes au libre exercice du droit syndical». Les délégués de l'Intersyndicale comptent interpellier le wali de Béjaïa et lui demander officiellement audience. Une campagne de sensibilisation et de mobilisation sera menée au niveau de tous les bureaux de poste de Béjaïa dès aujourd'hui et jusqu'à mardi afin d'exiger «l'application stricte de la convention collective et le respect des lois en vigueur». Par ailleurs, il a été rappelé que le recours déposé par Younsi auprès de l'inspection du travail de et la plainte déposée au tribunal de Sidi-Aich sont restés sans suite.

H. C.